

RETOUR SUR LES TRAVAUX DE JUAN LINZ ET LEUR RÉCEPTION. EXTRAIT DE L'ENTRETIEN AVEC JUANJ.LINZ

Richard Snyder

De Boeck Supérieur | *Revue internationale de politique comparée*

2006/1 - Vol. 13
pages 129 141

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2006-1-page-129.htm>

Pour citer cet article :

Snyder Richard, Retour sur les travaux de Juan Linz et leur réception. Extrait de l'entretien avec Juan J. Linz,
Revue internationale de politique comparée, 2006/1 Vol. 13, p. 129-141. DOI : 10.3917/ripc.131.0129

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

FORUM

RETOUR SUR LES TRAVAUX DE JUAN LINZ ET LEUR RÉCEPTION. EXTRAIT DE L'ENTRETIEN AVEC JUAN J. LINZ RÉALISÉ PAR RICHARD SNYDER¹

Les régimes autoritaires

Richard Snyder : Votre article de 1963 intitulé “Spain: An Authoritarian Regime” que vous avez présenté à une réunion du Comité de Sociologie politique comparée de l’*International Sociological Association (ISA)* à Tampere (Finlande), a été à l’origine d’une grande partie de vos travaux ultérieurs sur les régimes politiques². Il s’est aussi avéré être un travail influent dans ce domaine. Qu’est-ce qui vous avait motivé pour son écriture ? Quel a été votre principal apport ?

Juan J. Linz : Je me suis intéressé aux régimes non démocratiques, en partie, parce que, en tant qu’Espagnol, j’ai grandi sous l’un d’entre eux. Lorsque j’ai écrit ce papier sur les autoritarismes, la littérature sur les régimes non démocratiques – qui reposaient sur le travail de gens comme Carl Friedrich et Zbigniew Brezezinski, Hannah Arendt, Sigmund Neumann et Franz Neumann – était brouillée par une focale limitée à la distinction entre

1. Cet entretien a eu les 25 et 26 avril 2001 à Hamden (Connecticut, États-Unis) en anglais. La traduction française a été effectuée par Mohammad-Saïd Darviche. La version complète du texte de cet entretien sera publiée dans MUNCK G. et SNYDER R., *Passion, Craft and Method in Comparative Politics*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, (à paraître en 2006). (ndlr)

2. LINZ J. J., “An Authoritarian Regime: Spain”, in ALLARDT E., LITTUNEN Y. (eds.), *Cleavages, Ideologies and Party Systems. Contributions to Comparative Political Sociology*, Helsinki, Westermarck Society, 1964, p. 291-341. Réimprimé in ALLARDT E., ROKKAN S. (eds.), *Mass Politics: Studies in Political Sociology*, New York, Free Press, 1970. Des développements ultérieurs incluent : “From Phalange to Movimiento-Organización: The Spanish Single Party and the Franco Regime (1936-1968)”, in HUNTINGTON S., MOORE C. H. (eds.), *Authoritarian Politics in Modern Society: The Dynamics of Established One-Party Systems*, New York, Basic Books, 1970, 128-203 ; “Opposition to and under an Authoritarian Regime”, in Dahl R. (ed.), *Regimes and Oppositions*, New Haven, CT., Yale University Press, 1973, p. 171-259. Voir aussi “Totalitarian and Authoritarian Regimes”, in GREENSTEIN F., POLSBY N. (eds.), *Handbook of Political Science*, Reading, Mass., Addison-Wesley Press, p. 175-411, réimprimé, avec une nouvelle introduction, aux éditions Lynne Rienner, Boulder, 2000).

démocratie et totalitarisme³. D'un côté, la littérature ne faisait pratiquement aucune référence aux régimes non démocratiques autres que l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Le point de vue dominant était que les régimes non démocratiques ne correspondant pas à la catégorie totalitaire résultaient d'une incapacité à parvenir au stade totalitaire soit pour des raisons d'inefficacité bureaucratique, soit de sous-développement économique, soit de pressions extérieures. D'un autre côté, l'espoir d'une expansion de la démocratie dans les pays nouvellement décolonisés d'Asie et d'Afrique avait été déçu, et la plupart des chercheurs écrivant sur ces pays s'orientèrent vers l'idée suivant laquelle les régimes à parti unique et les dictatures militaires n'étaient qu'une étape dans le processus de modernisation. L'expression « démocratie tutélaire » était fréquemment employée pour spécifier le supposé caractère transitoire de ces régimes. Pour moi, l'Espagne ne rentrait pas dans ce continuum. Il était clair que depuis ses débuts, Franco n'avait pas conçu le régime comme totalitaire. En dépit d'une partie de sa rhétorique, le modèle totalitaire ne correspondait pas à sa manière de penser la politique. Les réalités politiques et sociales de l'Espagne avaient conduit à un type différent de régime. De même, il m'était apparu évident qu'il n'y avait pas d'intention de la part des gouvernants de préparer l'Espagne à une transition démocratique.

En général, je sentais que l'analyse de la réalité politique de la majeure partie du globe au moyen de la dichotomie totalitarisme-démocratie ne faisait pas sens. Bien des régimes de par le monde n'étaient ni sur la voie du totalitarisme ni sur celle de la démocratie. Dans le même sens, leurs gouvernants ne visaient ni l'un ni l'autre de ces régimes, en dépit du mimétisme dans les discours, constitutions, lois et institutions. Ainsi, à partir de l'exemple espagnol que je connais bien, j'ai cherché à interroger l'opposition totalitarisme-démocratie en formulant mon concept de régime autoritaire. D'autres personnes, comme Raymond Aron et Lewis Coser, se dirigeaient dans une direction, d'une certaine manière, similaire⁴. Mais ma contribution consistait en une articulation systématique de la notion de régime autoritaire ; notion qui eut un certain succès⁵.

R. S. : Où pensez-vous que se trouvaient les principales faiblesses de votre travail sur les régimes autoritaires ?

3. NEUMANN S., *Permanent Revolution: Totalitarianism in the Age of International Civil War*, New York, Harper, 1942 ; ARENDT H., *The Origins of Totalitarianism*, New York, Harcourt Brace, 1951 ; FRIEDRICH C. J. et BREZEZINSKI Z. K., *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1956 ; NEUMANN F., *The Democratic and the Authoritarian State*, Glencoe, IL, Free Press, 1957 ; BREZEZINSKI Z. K., *Ideology and Power in Soviet Politics*, New York, Praeger, 1962.

4. ARON R., *Democracy and Totalitarianism*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1968.

5. Pour la réflexion de Linz sur la formulation du concept de régime autoritaire, ses usages ultérieurs et sa réception, voir LINZ J. J., "Totalitarianism and Authoritarianism. My Recollections on the Development of Comparative Politics", in SÖLLNER A., WALKENHAUS R., WIELAND K., *Totalitarismus: Eine Ideengeschichte des 20. Jahrhunderts*, Berlin, Adakemie Verlag, 1997, p. 141-157.

J. L. : On pourrait dire que j'avais tendance à ne pas assez souligner la dimension du leadership. Mon étude du régime autoritaire espagnol est un peu celle d'un régime autoritaire sans Franco. En réduisant la dimension du leadership personnel, je réagissais en partie contre l'accent mis sur le leadership charismatique dans les travaux antérieurs. Je sentais qu'une partie de la littérature sur le totalitarisme était tombée dans le piège de la surévaluation de l'élément charismatique chez Hitler ou Staline et je voulais éviter cette erreur. Lorsque j'écrivais le papier, il n'y avait pas grand-chose à dire de Franco, une personnalité plutôt terne. Les biographies – même les hagiographiques – étaient mauvaises et nous renseignaient peu sur la personne. Ceux qui étaient proches du régime ne se sentaient, à l'évidence, pas assez libres pour en parler et les opposants tendaient à avoir des vues uniformes, simplistes et négatives, et étaient incapables d'aller au-delà de l'affirmation suivant laquelle Franco était un dictateur. La manière dont il prenait des décisions ou répondait aux crises ne pouvait être connue que plus tard après la fin du régime. Un laps de temps est nécessaire avant que certains types d'informations ne puissent être disponibles. On savait également très peu de choses sur Franco lorsque j'ai écrit mon article ; c'est l'autre raison pour laquelle il n'est pas apparu aussi central dans le régime qu'il l'était probablement. En un sens, je devais minimiser le rôle de Franco.

R. S. : La distinction entre mentalités, qui caractérisent les régimes autoritaires, et idéologies, que l'on trouve dans les régimes totalitaires, est l'autre composante clé de votre travail sur les régimes non démocratiques. C'est une distinction qui s'est avérée difficile à opérationnaliser.

J. L. : Oui. En partie parce qu'idéologies et mentalités sont des produits de l'esprit ; des manières de penser. Mais les mentalités ne sont pas intellectuellement codifiées de la même manière que les formulations idéologiques. Les mentalités ne jouent pas le même rôle que les idéologies. Il est, en fait, relativement facile de localiser là où se trouvent les idéologies. Si vous vous rendiez à Moscou à l'époque soviétique et demandiez une copie de l'histoire du Parti communiste de l'Union soviétique, vous l'auriez trouvée partout, même dans les écoles. Dans l'Allemagne nazie, le Conseil municipal vous offrait une copie de *Mein Kampf* comme cadeau de mariage. Mais lorsque vous vous rendiez, à l'époque de Franco, chez un libraire en Espagne et que demandiez les écrits de ce dernier, la plupart du temps, il ne les avait pas. Il vous aurait envoyé à l'*Editora Nacional* (la maison d'édition nationale) qui les publiait. Vous pouviez aussi trouver des copies dans une foire aux livres d'occasion car des copies gratuites étaient distribuées par des organisations franquistes, et les gens s'empressaient de les vendre à des marchands. Peu de personnes – voire aucune – lisaient les écrits de Franco. Ce qui ne veut pas dire qu'un régime autoritaire comme celui de Franco n'a pas de formulations idéologiques, mais le système n'opère pas par référence à l'idéologie,

mais plutôt à la mentalité des personnes au pouvoir. Opérationnaliser cette distinction, comme j'ai essayé de le faire avec ces quelques anecdotes est difficile, en particulier *a posteriori*.

L'effondrement des régimes démocratiques

R. S. : Quand avez-vous commencé à imaginer le projet qui a conduit à votre ouvrage collectif en plusieurs volumes *The Breakdown of Democratic Regimes* ?⁶ Comment avez-vous réuni le groupe des contributeurs ?

J. L. : Pour un Européen comme moi, l'expérience de l'effondrement de la démocratie dans les années 1920 et 1930 était très proche. D'un point de vue intellectuel, le travail du grand historien allemand, Karl Dietrich Bracher, sur Weimar a été le plus important stimulus pour ce projet. L'enseignement à Columbia, lors d'un séminaire sur le sujet, a conduit à des formulations précoces. La chance de pouvoir organiser une table ronde au Congrès de l'ISA, à Varna (Bulgarie) en 1970, m'a permis de réunir un certain nombre de chercheurs – étudiants et collègues – qui présentèrent des papiers qui ont pu, pour certains, devenir des contributions au volume sur les cas européens et latino-américains. Leur travail et mes lectures sur un grand nombre de cas, en particulier le travail de Renzo De Felice sur l'Italie, ont enrichi ma réflexion.

R. S. : Quels étaient les soucis théoriques qui sous-tendaient le projet sur l'effondrement des régimes démocratiques ? Vous opposiez-vous à des points de vue et des auteurs particuliers comme cela était le cas avec votre conceptualisation du caractère autoritaire du régime espagnol ? Est-ce que, par exemple, le travail de Barrington Moore sur les origines sociales de la dictature et démocratie était une référence ?⁷

J. L. : Je ne m'opposais pas à une théorie ou une approche particulières, mais j'essayais de comprendre ce qui était arrivé, comment et pourquoi. J'ai commencé par m'immerger dans la riche recherche historique tout en relisant les classiques. Par exemple, la notion de rééquilibrage vient de Pareto⁸. Mon analyse n'a pas de rapport avec le travail de Barrington Moore sur les origines de la démocratie. Elle était élaborée avant la publication de son livre et concerne un problème différent. J'ai trouvé l'analyse de Moore sur le fascisme, en particulier allemand, très insatisfaisante et trompeuse.

6. LINZ J. J., STEPAN A. (eds.), *The Breakdown of Democratic Regimes*, (4 volumes), Baltimore & London, The Johns Hopkins University Press, 1978.

7. MOORE B. Jr., *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston, Beacon Press, 1966.

8. LINZ J. J., *The Breakdown of Democratic Regimes. Crisis, Breakdown, and Reequilibration*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1978.

R. S. : Une des marques de fabrique de votre style – chose qui apparaît spécialement dans le volume sur l’effondrement des régimes démocratiques – est votre focalisation sur l’activité humaine, en particulier les actions des leaders et élites⁹. Pourquoi avez-vous adopté ce point de vue dans votre travail ?

J. L. : Toutes les sociétés sont, en dernière analyse, fondées sur l’action des individus, et pas seulement sur celle des élites et leaders. Qu’est-ce qu’une armée ? Des généraux, colonels, lieutenants-colonels, capitaines, sergents et, enfin, des soldats. Chacun de ces individus interagis avec les autres et obéit pour de multiples raisons. L’agrégation de tous ces comportements – de 50 000 ou 100 000 personnes – est ce qui fait l’armée. Le général seul ne fait pas une armée ; une armée sans soldats est inconcevable. Aussi, et en dernière instance, il y a les individus.

R. S. : Une des critiques faites à votre travail et à celui de vos collaborateurs sur l’effondrement des régimes démocratiques est qu’ils sont trop volontaristes. Ils insistent trop sur les acteurs et leurs choix, négligeant les contraintes structurelles s’exerçant sur ces acteurs. Comment répondez-vous à ces critiques ?

J. L. : Le fait est que lorsque certains de ces acteurs impliqués dans l’effondrement des régimes démocratiques font des choix différents, il en résulte des conséquences différentes. L’impact des choix est particulièrement clair dans les cas de la Norvège et des Pays-Bas, où vous aviez des situations structurelles, des niveaux de chômage similaires et les résultats ont été différents car les leaders ont fait des choix différents. Je ne pense pas que les choses soient aussi prédéterminées. Finalement, les gens font des choix – bons ou mauvais – qui ont des conséquences.

À l’évidence, l’éventail de choix se réduit de plus en plus lorsque l’on entre dans une situation de crise, de même que tend à se réduire le nombre, au départ important, d’acteurs. Daniel Bell a bien saisi cette réduction à travers le concept « des petits c » (*small c’s*) : conspirations, complots, clubs, comités, confabulations. C’est un terme que Bell inventa au cours d’un séminaire que l’on a organisé ensemble à Columbia. Vous pouvez lire dans un ouvrage comme celui d’Henri Ashby Turner la manière dont le nombre important d’acteurs se réduisit dans les 30 jours précédant l’arrivée au pouvoir d’Hitler¹⁰. Les personnes qui ont influencé les décisions d’Hindenburg – nous avons un compte-rendu, presque heure par heure, de qui pouvait l’approcher et l’influencer – constituaient un groupe incroyablement petit. Et ces personnes n’agissaient pas comme des représentants de forces sociales mais

9. *Ibid.*

10. TURNER H. A., *Hitler’s Thirty Days to Power: January 1933*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1996.

exprimaient, d'une certaine manière, leur misérable médiocrité. Bien sûr, elles opéraient dans un contexte engendré par le mouvement nazi, la crise économique, le refus préalable des partis démocratiques d'un rôle actif pour éviter les décisions impopulaires, préférant laisser le cabinet affronter, seul, les problèmes. Mais c'était quand même un groupe incroyablement réduit qui comptait à la fin.

R. S. : Pourquoi pensez-vous que votre insistance sur les choix des leaders pour expliquer l'effondrement de la démocratie a provoqué autant d'hostilité ?

J. L. : Pour commencer, je n'étais pas en accord avec le point de vue marxiste pour qui le facteur économique de la grande dépression était l'explication à tout. Aussi, j'ai mis l'accent sur les personnes au pouvoir dans le système démocratique – et pas seulement les opposants – prenant les décisions, et portant, en conséquence, la responsabilité de l'effondrement du régime. J'ai avancé le fait que la chute de la démocratie n'était pas seulement le résultat des actions des opposants mais aussi des actions de ceux qui tentaient de maintenir le système et permettre le fonctionnement la démocratie. Mais si vous avez une interprétation diabolisante de l'Histoire dans laquelle il y a des « bons » et des « méchants » – les « bons » étant les démocrates et les « méchants » les antidémocrates – alors rien concernant les gouvernants n'a de rapport avec l'effondrement de la démocratie. Dans cette perspective, seuls ceux qui ont attaqué le système portent la responsabilité de sa chute. Je trouvais cela trop simple.

R. S. : Le concept de légitimité joue un rôle central dans *The Breakdown of Democratic Regimes*. C'est un concept qui est tombé dans une sorte de disgrâce au sein la science politique contemporaine. C'est en partie parce que la légitimité, à l'image des mentalités et l'idéologie, est considérée comme difficile à opérationnaliser. Comment réagissez-vous à cette critique ?

J. L. : Le plus étonnant c'est que durant la controverse de Floride lors des élections présidentielles de 2000, tout le monde parlait de la légitimité ou de l'illégitimité de la présidence Bush. L'usage du terme s'était généralisé, et les gens savaient ce dont on parlait lorsqu'on l'utilisait.

Weber apporte un traitement extrêmement complexe de la légitimité, et il y a de nombreux écrits importants qui utilisent et développent ses idées ¹¹. La manière dont je définis la légitimité est relativement simple : les gens croient que le système politique existant est le meilleur possible pour leur pays ; ils n'y voient pas d'alternative plus désirable. Ça c'est le minimum. La légitimité implique aussi que les gens soient prêts à obéir aux décisions des gouvernants sans se soucier de savoir si l'obéissance est dans leur intérêt. Lorsqu'elle a été fédéralisée, les Gardes Nationaux d'Oxford Mississippi

11. WEBER M., *Economy and Society*, 2 vol., Berkeley, University of California Press, 1978.

ont obéi aux ordres du Président Kennedy, même s'ils étaient aussi racistes que la population locale. Ils croyaient que leur Commandant en chef avait l'autorité pour leur faire appliquer les décisions des tribunaux. Il est particulièrement important de comprendre que les gens obéissent en faisant abstraction de leurs intérêts personnels. C'est essentiel pour toute organisation militaire, car il n'est jamais dans votre intérêt de mourir ; vous ne bénéficiez pas d'une action qui vous coûte la vie. Vous avez besoin d'autres motivations en plus de l'intérêt personnel.

R. S. : Votre livre sur l'effondrement des régimes démocratiques contient une brève digression (trois pages) sur les faiblesses spécifiques qui entraînent l'effondrement de la démocratie présidentielle¹². Vous avez repris ce thème dans les années 1980 et, finalement, il en résulta la publication d'un article largement cité sur le présidentielisme, de même qu'un ouvrage majeur sur la question¹³. Comment êtes-vous arrivé à vos idées sur le présidentielisme ?

J. L. : Dans nombre de mes écrits, il y a une référence, ou tout du moins une note de bas de page, concernant un prochain grand problème à couvrir. C'était le cas avec la digression sur le présidentielisme que vous mentionnez. Je l'ai écrite au dernier moment, juste au moment où l'ouvrage relatif à l'« effondrement... » était sur le point d'être imprimé. C'est pourquoi cette section est dépourvue de notes de bas de page. En fait, je l'ai écrit au domicile d'Alfred Stepan à New Heaven, lorsque je corrigais les épreuves du volume sur l'« effondrement... »

R. S. : Mais vous aviez déjà avancé quelques réflexions sur les faiblesses des systèmes présidentiels pouvant entraîner leur effondrement.

J. L. : Je réagissais au modèle du « jeu impossible » que Guillermo O'Donnell utilisait pour expliquer l'effondrement de la démocratie en Argentine dans les années 1950¹⁴. Dans l'Italie de l'après-guerre, qui, contrairement à l'Argentine, avait un système parlementaire, le « jeu » n'était pas impossible. La démocratie s'y est maintenue malgré la présence d'un Parti communiste qui était un puissant parti antisystème similaire au parti péroniste. J'ai donc posé la question de savoir si le présidentielisme avait quelque chose à avoir avec l'instabilité des démocraties latino-américaines.

12. LINZ J. J., *op. cit.*, 1978, p. 71-74.

13. LINZ J. J., "Perils of Democracy", *Journal of Democracy*, vol. 1, n° 1, 1990, p. 51-69 ; LINZ J. J., VALENZUELA A. (eds.), *The Failure of Presidential Democracy*, 2 vol., Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1994 ; voir en particulier dans le volume 1, LINZ J. J., "Presidential and Parliamentary Democracy: Does it Make a Difference ?", p. 3-87.

14. O'DONNELL G., "Permanent Crisis and the Failure to Create a Democratic Regime: Argentina, 1955-66", in LINZ J. J., STEPAN A., (eds.), *The Breakdown of Democratic Regimes : Latin America*, Baltimore, London, The Johns Hopkins University Press, 1978, p. 138-77. Voir aussi O'DONNELL G., *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism: Studies in South American Politics*, Berkeley, Institute of International Studies, University of California, 1973.

R. S. : Quelles étaient les idées essentielles contenues dans vos travaux postérieurs sur le présidentielisme ?

J. L. : J'ai tenté de souligner de manière simple les problèmes relatifs à la stabilité de la démocratie dérivant de deux éléments du présidentielisme : la durée déterminée à somme nulle et le côté « le gagnant-rafle-tout » de ces systèmes ainsi que la « double légitimité » du Congrès et de la présidence. C'est fondamentalement une idée simple, mais toutes ses implications ont suscité quelques discussions.

R. S. : Votre travail sur le présidentielisme a, en effet, lancé un vif débat comparatif sur les mérites et démérites des systèmes parlementaires et présidentiels¹⁵. Pouvez-vous apporter quelques commentaires sur ce débat ?

J. L. : Quelques personnes défendent le présidentielisme en arguant du fait que certains systèmes présidentiels fonctionnent mieux que d'autres. À l'évidence, quelques-uns fonctionnent et vous pouvez probablement les améliorer en supprimant les élections à mi-mandat, les vice-présidents et je ne sais quoi encore. Ce sont là des choses intéressantes, mais je doute qu'elles remettent en question mes hypothèses fondamentales. Je n'ai pas grand-chose de plus à dire sur la question, sauf si je devais écrire une monographie détaillée sur la crise des régimes présidentiels. Mais je ne suis pas vraiment intéressé par un tel travail sur l'Amérique latine, l'Europe de l'Est ou la Russie. D'autres le feront. Une fois que vous avez dit ce que vous aviez à dire, il faut avancer.

R. S. : Une des spécificités de votre recherche est sa focalisation sur les institutions politiques. Cela se vérifie dans vos travaux sur les régimes politiques et, peut-être, encore plus dans ceux relatifs au présidentielisme. D'où vient cet intérêt pour les institutions ? Vos mentors de Columbia n'ont pas beaucoup travaillé sur les institutions politiques.

J. L. : Eh bien, Weber a tout le temps affaire aux institutions, quand il parle des sectes, Église, partis politiques, et types d'autorité. Il s'agit d'institutions en tout genre. De plus, ma formation juridique en Espagne m'a permis d'acquérir une bonne appréhension des institutions et la manière de parcourir et commenter une constitution. En fait, un grand nombre d'universitaires européens de la génération de mes mentors – des gens comme Franz Neumann, Otto Kirchheimer, Henri Ehrman et Carl Friedrich – avaient reçu une formation d'avocat. Certains, à leur arrivée aux États-Unis, ne pouvant embrasser la carrière d'homme politique ou d'avocat devinrent politistes.

15. . Voir, par exemple, HOROWITZ D., "Comparing Democratic Systems", *Journal of Democracy*, vol. 1, n° 4, 1990, p. 73-79 ; LIPSET S. M., "The Centrality of Political Culture", *Journal of Democracy*, vol. 1, n° 4, 1990, p. 80-83 ; SHUGART M. S., CAREY J., *Presidents and Assemblies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997. Pour la réponse de Linz à Horowitz et Lipset, voir LINZ J. J., "The Virtues of Parliamentarism", *Journal of Democracy*, vol. 1, n°4, p. 84-91.

Dans leurs séminaires, ils pouvaient demander à leurs étudiants de rédiger des travaux sur des questions comme le conflit entre le Sénat et l'Assemblée nationale en France et la manière dont il était réglé par la constitution de la 5^e République. Kirchheimer, qui était au Département de Science politique de Columbia, et non à la Faculté de droit, avait des étudiants rédigeant des études de cas de Droit constitutionnel. On ne demande plus aujourd'hui ce genre d'analyse institutionnelle aux étudiants, mais je pense qu'il s'agit là d'une des grandes faiblesses de la Science politique américaine contemporaine.

Mon intérêt pour les institutions vient aussi de mon analyse des cas historiques. Les institutions y sont centrales, en partie parce que l'autorité dans notre société moderne est rationnelle-légale au sens wébérien. Les gens pensent que les décisions prises sur la base de règlements devraient être obligatoires. Pour donner un exemple contemporain, aux États-Unis, le public et un grand nombre d'hommes politiques ont généralement considéré que la décision de la Cour suprême à propos des élections présidentielles de 2000 était totalement partisane et techniquement incorrecte. Mais personne n'était prêt à défier la Cour suprême. Ces cinq juges ont rendu leur décision et ce fut la fin l'histoire. Dans un pays où les institutions fonctionnent en vertu d'un principe différent – comme dans nombre de pays latino-américains – les gens auraient qualifié la situation de parodique, Général X aurait dissous la Cour suprême et Monsieur Gore, qui avait la majorité populaire, serait devenu Président.

Donc, les institutions comptent. Je ne comprends pas pourquoi il faut apporter la preuve d'une telle chose. Vous avez juste besoin de lire quotidiennement le journal pour savoir que les institutions font la différence en politique. Vous n'avez aucune recherche à faire pour en prendre conscience.

Fascisme

R. S. : Le fascisme est un autre sujet sur lequel votre recherche s'est centrée¹⁶. Qu'est-ce qui vous a conduit à cette question et quelles contributions pensez-vous avoir apporté à ce domaine de recherche ?

J. L. : Mon enfance à Salamanque durant la Guerre civile et l'identification, à ce moment-là, à la phalange dans le contexte de participation de plusieurs courants politiques différents à la coalition de Franco, ma connaissance

16. Les écrits de Linz sur le fascisme incluent "Some Notes Toward a Comparative Study of Fascism in Sociological Historical Perspective", in LACQUEUR W. (ed.), *Fascism, A Reader's Guide*, Berkeley, University of California Press, 1976, p. 3-121 ; "Political Space and Fascism as a Late-Comer", in Larsen S. U., Hagvet B., Myklebust J. P. (eds.), *Who Where the Fascists ?*, Bergen, Universitets Forlaget, 1980 ; et "Fascismus und nicht demokratische Regime", in Maier H. (ed.), *Totalitarismus und politische Regime*, vol. III : Deutungsgeschichte und Theorie, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2003, p. 247-325.

de la politique allemande et mon travail sur l'effondrement des démocraties m'ont inévitablement conduit à m'intéresser au fascisme. Karl Dietrich Bracher, le grand historien allemand que j'ai connu au *Center for Advanced Studies in the Behavioral Sciences (CASBS)* a suggéré mon nom à l'éditeur Fisher pour un petit livre sur le fascisme en perspective comparée, qui fut finalement écrit par Ernst Nolte. Cela m'a, néanmoins, conduit à enseigner sur la question à l'occasion d'un séminaire à Columbia. Plus tard, j'ai contribué par un long essai à l'ouvrage de Laqueur, *Fascism: A Reader's Guide* et participé à quelques rencontres sur le fascisme. J'ai traité du sujet dans au moins cinq publications comprenant un livre publié en Italie¹⁷. J'ai aussi aidé l'historien Stanley Payne – qui est aujourd'hui la plus grande autorité sur l'étude comparée des mouvements fascistes – pour sa thèse sur la Phalange.

Je pense avoir contribué à la rupture avec l'interprétation marxiste dominante et avoir formulé une définition typologique à partir d'une étude comparée de l'ensemble des mouvements et leaders fascistes.

Démocratisation, Nationalisme et fédéralisme

R. S. : Vos travaux sont, depuis les années 1980, articulés autour de trois thèmes principaux : la démocratisation, le nationalisme et le fédéralisme. Commençons par le livre publié en 1996 avec Alfred Stepan et intitulé *Problems of Democratic Transition and Consolidation*¹⁸. Selon vous, quels furent les principaux apports de ce livre ?

J. L. : Je pense qu'il y en a eu plusieurs. Nous avons développé l'idée suivant laquelle le type de régime non démocratique antérieur façonne les différentes voies de démocratisation en conditionnant ce que vous pouvez faire et comment vous pouvez le faire. Nous avons aussi analysé les conditions nécessaires à une transition démocratique réussie en termes de société politique, société civile, société économique, de bureaucratie et de légalité et nous avons fourni des dimensions pour analyser la consolidation des nouvelles démocraties. Je crois que notre analyse du problème de l'« étaticité » (*stateness*) dans les sociétés multinationales constitue une autre contribution importante. Il s'agit de choses qui sont relativement acceptées par, et diffusées parmi, de nombreuses personnes.

R. S. : Pourquoi pensez-vous que la très nombreuse recherche antérieure sur les transitions a ignoré l'importance du régime non démocratique antérieur dans le conditionnement des processus de démocratisation ?

17. LINZ J. J., *Fascismo, autoritarismo, totalitarismo. Connessioni e differenze*, Rome, Ideazione, 2003.

18. LINZ J. J., STEPAN A., *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996.

J. L. : Je pense que l'on revient au biais normatif suivant lequel la démocratie devrait être le résultat de la volonté et des actions du « peuple » et que, donc, rien ne peut être bon dans le régime antérieur. Mais le fait est que, parfois, pour une variété de raisons, les personnels du régime non démocratique rendent possible la transition et contribuent ainsi à un bon résultat. Quelques-uns, comme Adolfo Suárez en Espagne, et Lee Teng-hui à Taiwan, devinrent les leaders du processus de démocratisation. C'est décevant pour certaines personnes : les « bon gars » n'ont pas mis en place la démocratie alors que les « mauvais gars » ont joué un rôle positif.

R. S. : Si l'on se tourne vers la question du nationalisme et le problème de la construction d'une démocratie stable dans les États multinationaux, comment vous y êtes-vous intéressé et quels sont vos apports significatifs à ce domaine de recherche ?

J. L. : En tant qu'Espagnol, j'ai toujours eu un intérêt latent pour le problème des nationalismes périphériques. Qui pourrait ne pas être intéressé par les nationalismes catalan et basque ? J'ai rédigé mon premier papier important sur le nationalisme dans les années 1970 pour une conférence organisée par Stein Rokkan. Plus tard, j'ai écrit un livre sur le problème basque, et je travaille actuellement avec Al Stepan sur le multinationalisme dans les États fédéraux¹⁹. Mon intérêt pour le nationalisme a été initialement stimulé par des conversations, au CASBS, avec Joshua Fishman sur les politiques linguistiques et avec Karl Deutsch.

R. S. : Quelles sont, parmi vos idées, celles que vous considérez comme les meilleures sur la question du nationalisme ?

J. L. : On ne peut jamais le savoir. Parfois vous écrivez un article pour lequel vous n'avez pas un intérêt particulier et dans lequel vous articulez quelque chose de plutôt original auquel vous ne vous attendiez pas. C'est ce qui s'est passé avec ma contribution à l'ouvrage dirigé par Edward Tiryakian sur le passage d'une conception primordiale à une conception territoriale de la nation²⁰. C'est un papier assez complexe qui porte sur la question que nous avons posée dans une enquête relative à la manière dont les membres d'une nation définissaient les frontières de leur communauté nationale. L'enquête portait sur différentes subdivisions de l'Espagne – la Catalogne, le Pays basque et la Galice – mais aussi sur le Pays basque français. Nous ne savions pas ce que l'on retirerait de cette question et je n'étais même pas sûr qu'il s'agissait là d'une question utile. Mais cela a fini par offrir quelques éclairages très étranges sur la manière dont un mouvement nationaliste,

19. LINZ J. J., "Early State Building and Late Peripheral Nationalisms against the State: The Case of Spain", in EISENSTADT S. E., ROKKAN S. (eds.), *Building States and Nations*, vol. 2, London, Sage, p. 32-116 ; LINZ J. J., *Conflicto en Euskadi*, Madrid, Espasa Calpe, 1986 ; LINZ J. J., STEPAN A., *Federalism, Democracy and Nation*, à paraître.

20. LINZ J. J., "From Primordialism to Nationalism", in TIRYAKIAN E. A., ROGOWSKI R. (eds.), *New Nationalisms of the Developed West: Toward Explanation*, Boston, Allen & Unwin, 1985, p. 203-53.

basé sur une identité culturelle-linguistique, gère le défi de l'intégration de populations non natives au sein d'une nouvelle nation. La découverte surprenante fut que les soutiens les plus radicaux de l'ETA, le mouvement séparatiste basque, défendaient en fait une notion « non primordiale » du nationalisme. Ils pensaient que tous ceux, natifs ou pas, vivant et travaillant sur le territoire et s'identifiant à la nation basque devaient être considérés comme en faisant partie. Cela peut sembler contradictoire jusqu'à ce que l'on en comprenne la logique : définir comme basques ceux qui vivent sur le territoire simplifie l'intégration des non natifs au sein de la nation émergente et du nouvel État espéré. Cette compréhension non primordiale de la nation semble, à première vue, plutôt tolérante et intégrative, mais, curieusement, il s'agit d'une idée très intolérante car, sur sa base, on peut exiger de toutes les personnes vivant sur le territoire qu'elles s'identifient à la nation émergente. Aussi, cet article s'est avéré très fructueux pour moi et plutôt intéressant pour développer une théorie du nationalisme. Mais personne ne lui a vraiment accordé de l'attention.

R. S. : Pourquoi ?

J. L. : D'abord, parce que l'ouvrage collectif dans lequel ce texte est paru n'a pas rencontré beaucoup de lecteurs. Mais, par ailleurs, les nationalistes de toute espèce ne veulent voir les choses qu'en termes de « nous et eux ». Ce qui signifie qu'ils sont incapables d'appréhender la complexité de l'identité nationale, que les gens ont des identités duales, et que les nations sont des construits et non fondées seulement sur des caractéristiques primordiales. Mon article était trop compliqué pour la plupart des personnes étudiant le nationalisme.

R. S. : Y a-t-il d'autres de vos idées sur le nationalisme dont vous êtes particulièrement fier ?

J. L. : Je pense que mon travail en cours sur la distinction entre État-nation et « nation-État » a été fructueux. Dans une « nation-État », les citoyens s'identifient à l'État et sont loyaux vis-à-vis de ses institutions, alors même qu'ils ont des identités nationales différentes. Le cas Suisse est un exemple classique de nation-État. La Belgique en est un autre exemple. À chaque fois que je m'y rends, les gens me disent qu'à ma prochaine visite, il n'y aura plus de Belgique. Mais les années passent et la Belgique demeure. Ce qui pose la question : qu'est-ce que la Belgique ? On dispose de quelques données intéressantes – que je dois analyser plus en profondeur – qui montrent qu'en dépit de la grande force des identités flamande et wallonne, il y a aussi une puissante identité belge. Les citoyens ont des identités nationales différentes, mais partagent une commune identification à l'État belge. Cette idée de nation-État a lentement évolué dans un nombre de plus en plus important de mes écrits, et constituera probablement l'un des principaux thèmes du livre sur le fédéralisme.

R. S. : Qu'est-ce qui a motivé votre projet en cours sur le fédéralisme ? Pourquoi avoir choisi d'écrire un grand livre sur la question ?

J. L. : Mon intérêt pour le nationalisme périphérique espagnol et, plus généralement, pour les pays multinationaux éprouvés par une transition démocratique et se trouvant face au problème de l'« étaticité », m'a conduit au fédéralisme. De même, « le problème », aujourd'hui, est d'étudier comparativement différents types de démocraties. Les démocraties ne sont pas toutes les mêmes, et la distinction entre démocraties unitaires et démocraties fédérales est une manière intéressante d'identifier ces différences. En outre, les travaux existants sur le fédéralisme sont plutôt décevants. Quant aux ouvrages sur le nationalisme, ils ne traitent pas tellement de fédéralisme ou de démocratie. Le défi de réunir ces trois thèmes – nationalisme, démocratie, fédéralisme – était tentant.

R. S. : Comment avance le travail sur ce livre ?

J. L. : Oh ! Trop lentement. Al et moi faisons trop de choses en même temps. Mais nous disposons de l'essentiel de la partie théorique, et les thématiques sont assez claires. Nous devons continuer le travail sur l'ensemble des pays. Je connais plutôt bien certains pays comme l'Espagne et l'Allemagne. Al connaît bien le Brésil et s'est rendu en Russie et en Inde à plusieurs reprises. Il a aussi été au Canada. Mais l'écriture des chapitres consacrés aux pays entraîne modifications et réflexions concernant les chapitres plus théoriques et vice-versa.

R. S. : Outre ce livre sur le fédéralisme, y a-t-il d'autres objets sur lesquels vous travaillez actuellement ?

J. L. : Je viens tout juste de terminer une réflexion sur les partis politiques et les raisons de l'antipathie et du manque de confiance à leur égard²¹. Cette contribution s'appuie sur des données empiriques car je me suis débrouillé pour disposer de quelques questions dans une enquête nationale espagnole. On trouve dans l'enquête des personnes répondant que « les partis créent des divisions inutiles », d'autres disant que « les partis sont tous les mêmes ». Mais il est curieux de constater qu'une proportion significative revendique les deux affirmations. Si l'on avait des ressources pour aller plus loin, j'explorerais les raisons pour lesquelles les gens choisissent des réponses contradictoires. Mais je ne dispose pas de données et je n'ai pas de projet de recherche sur la manière dont sont perçus les partis politiques. J'aimerais voir quelqu'un se lancer dans un tel projet.

21. LINZ J. J., "Parties in Contemporary Democracies: Problems and Paradoxes", in GUNTHER R., MONTERO J. R., LINZ J. J. (eds.), *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 2002.